

Après le passe sanitaire et l'obligation vaccinale, l'interdiction de l'instruction en famille : merci la Chine !

Article rédigé par *Boulevard Voltaire*, le 17 août 2021

La persécution des familles n'en finit plus en Macronie...

C'est un nouvel arrêt de mort d'une de nos libertés fondamentales, certes un peu plus discret que les autres, qui vient d'être signé, vendredi 13 août, par le Conseil constitutionnel. En validant la majeure partie des dispositions de la loi dite « confortant le respect des principes de la République », il n'y aura désormais plus de libre choix des parents d'instruire leurs enfants en famille, à de rares exceptions près :

« 1er L'état de santé de l'enfant ou son handicap » ;

« 2e La pratique d'activités sportives ou artistiques intensives » ;

« 3e L'itinérance de la famille en France ou l'éloignement géographique de tout établissement scolaire public » ;

« 4e L'existence d'une situation propre à l'enfant motivant le projet éducatif, sous réserve que les personnes qui en sont responsables justifient de la capacité de la ou des personnes chargées d'instruire l'enfant à assurer l'instruction en famille dans le respect de l'intérêt supérieur de l'enfant. Dans ce cas, la demande d'autorisation comporte une présentation écrite du projet éducatif, l'engagement d'assurer cette instruction majoritairement en langue française ainsi que les pièces justifiant de la capacité à assurer l'instruction en famille »

À compter de la rentrée de septembre 2022, la liberté d'enseignement n'est donc plus de mise. Seuls les quelque 62.000 enfants comptabilisés déjà scolarisés à la maison bénéficient d'un sursis de deux ans à l'issue duquel ils devront satisfaire aux nouvelles exigences ou se soumettre en revenant sur les bancs de l'école.

Lire l'intégralité de l'article sur

<https://www.bvoltaire.fr/apres-le-passe-sanitaire-et-lobligation-vaccinale-linterdiction-de-linstruction-en-famili>